

13 novembre 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Radio J le 13 novembre 1992 et diffusée le 22, sur son voyage en Israël et en Jordanie, sur les négociations au Proche-Orient, sur la responsabilité du régime de Vichy et la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv.

QUESTION.- Monsieur le Président, bonjour et merci de nous accorder cet entretien à la veille de votre visite en Israël et en Jordanie. Votre ami Shimon Péres qui conduit la diplomatie israélienne depuis quelques mois nous a déclaré qu'il compte sur vous pour guider la participation européenne à l'intérieur des négociations multilatérales au Proche-Orient. Est-ce que vous entamez ce périple au Proche-Orient dans cette optique, dans cet état d'esprit, et dans l'affirmative comment comptez-vous aborder ce rôle ?

- LE PRESIDENT.- Ce rôle n'est pas prévu. Vous savez que la Communauté européenne a été plutôt écartée de ce processus sans l'être tout à fait. Cette pensée de Shimon Péres est un acte amical auquel je suis sensible mais les choses ne se présentent pas exactement comme cela. Est-ce que la Communauté européenne aura vraiment sa place dans la discussion engagée, je ne le sais pas. Et si elle a cette place je ne prétends pas remplir un rôle qui ne serait pas celui que les institutions européennes prévoient puisqu'il y a tous les six mois une présidence et que cette présidence est assumée par des pays différents.

- QUESTION.- Est-ce que dans les prochains mois vous comptez par exemple prendre des initiatives qui iraient dans le sens de la paix au Proche-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Si je peux y contribuer, oui. Des initiatives, tout est déjà sur la table. Je crois que c'est plutôt une question de climat, il n'est pas question d'inventer de nouveaux problèmes, il y en a assez comme cela. C'est plutôt un problème de climat, de désir de compréhension et de volonté d'affronter le dialogue. Cela si je peux y contribuer, bien entendu je le ferai.

- QUESTION.- Justement vous allez dans quelques jours en Israël et en Jordanie. Qu'attendez-vous Monsieur le Président de cette visite d'Etat en Israël et de cette visite officielle en Jordanie et quel message allez-vous adresser au peuple israélien et au peuple jordanien et, au-delà, au peuple arabe, au peuple palestinien ?

- LE PRESIDENT.- J'aurai l'occasion de le faire lorsque j'y serai, je ne vais pas le faire aujourd'hui de Paris. J'ai été invité en Israël, je réponds à une invitation. D'autre part, je reçois le Président Herzog auparavant. C'est un échange de visites très sympathique. Mon voyage en Israël était prévu pour le mois de janvier. A un moment, on a confirmé cette date en janvier, en raison de mon état de santé du mois de septembre. J'ai préféré plutôt l'avancer pour que, dans la période utile avec les initiatives prises par le gouvernement de M. Rabin et avec celles de Shimon Péres, ce voyage pût rencontrer l'événement.\

QUESTION.- On a prêté à la diplomatie française, je crois que c'est une initiative qui a été prise au départ par Jacques Attali, la volonté de mettre sur pied ou de contribuer à mettre sur pied une BERD proche-orientale. Est-ce que cela fait partie aujourd'hui de vos objectifs ?

- LE PRESIDENT.- Non, mais c'est une bonne idée. C'est une institution qui se révèle utile pour les pays de l'Est de l'Europe. Ce type d'utilité, dans des conditions différentes, rencontrerait mon

assentiment.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez des propositions concrètes à faire à ce niveau là ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas pour l'instant.\

QUESTION.- Le fait que vous vous rendiez en Jordanie après votre visite d'Etat en Israël, est-ce que cela signifie que vous privilégiez aujourd'hui l'option jordanienne chère aux travaillistes au détriment de ce qui peut être à la place de l'OLP à l'intérieur du processus de paix ?

- LE PRESIDENT.- Non. Je ne privilégie rien du tout. J'aurais pu aller dans un autre pays que la Jordanie, il se trouve que c'est la Jordanie parce qu'il y a très longtemps que je n'y suis pas allé et qu'il y avait une invitation réitérée du Roi Hussein et j'y ai répondu. Je suis allé souvent en Egypte, rarement en Jordanie.

- QUESTION.- Puisque l'on parle de la Jordanie, on parle des Palestiniens...

- LE PRESIDENT.- Les Palestiniens ne peuvent pas être écartés, c'est évident, au bénéfice des Etats de la région puisque eux n'ont pas d'Etat et que c'est justement une des questions fondamentales qu'ils posent.

- QUESTION.- Justement monsieur le Président, vous savez que l'on vous a reproché dans le passé, on a reproché à la diplomatie française, aux ministres des affaires étrangères qui se sont succédé depuis 12 ans, de privilégier le rôle que pourrait jouer Yasser Arafat, que pourrait jouer son organisation à l'intérieur du processus en cours au Proche-Orient...

- LE PRESIDENT.- On n'a rien privilégié du tout, on a constaté que l'organisation représentative des Palestiniens, c'était l'OLP.

- QUESTION.- Alors, est-ce que justement pour vous l'OLP est toujours l'organisation représentative des Palestiniens ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en connais pas d'autre. Maintenant, il y a des négociateurs palestiniens, il faudrait que je les interroge. Je n'ai jamais eu l'impression qu'ils parlaient autrement que moi.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez l'impression aujourd'hui que l'OLP incarne toujours l'avenir du peuple palestinien ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas à m'exprimer là-dessus. Ce que je sais c'est que actuellement c'est la seule organisation que je connaisse, qui soit suivie par beaucoup de Palestiniens.

- QUESTION.- Pour vous la paix ne pourra pas se faire sans l'OLP ?

- LE PRESIDENT.- Cela me paraît évident. Je crois que beaucoup d'Israéliens pensent comme cela.

- QUESTION.- C'est ce que vous a dit Shimon Pères quand vous l'avez rencontré récemment ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne révèle jamais le contenu des discussions que j'ai avec mes visiteurs.\

QUESTION.- Alors si vous le voulez bien, monsieur le Président, parlons plus particulièrement des relations franco-israéliennes à la veille de votre visite d'Etat en Israël. En 1981, votre accession au pouvoir a coïncidé avec une révision historique des rapports franco-israéliens. Depuis il y a eu un certain nombre de malentendus, de crispations, une multitude d'incompréhensions réciproques...

- LE PRESIDENT.- Sur des questions majeures la France a essayé de rendre justice à Israël. Sur les questions majeures, celles de son existence même, des moyens de son existence. Le voyage que j'ai fait en 1982 voulait avoir cette signification symbolique en plus d'une reconnaissance autre que diplomatique. Et les premières mesures que j'ai prises, notamment en mettant fin au boycott que je trouvais honteux (ce qui n'a pas été si facile que cela d'ailleurs à mettre en oeuvre, on en voit certaines résurgences de temps à autres) ont démontré que nous entendions traiter Israël comme un Etat comme les autres qui avait le même droit à la dignité et au respect et son peuple à la vie. Cela il paraît que c'était un peu nouveau dans les relations franco-israéliennes mais tant mieux, je m'en réjouis. Il y a eu ensuite des malentendus. Je n'ai pas dit pour autant, je n'ai pas fait le serment que j'épouserai toutes les thèses des différents gouvernements israéliens.

- QUESTION.- Justement, est-ce que cela veut dire que pour vous ces problèmes qui ont pu exister dans le passé sont des problèmes entre des hommes politiques, des dirigeants de deux

pays qui n'ont pas forcément les mêmes vues sur les sujets...

- LE PRESIDENT.- J'ai eu l'occasion de dire un jour à M. Shamir qui était un homme d'Etat conséquent : "lorsque nous discutons ensemble, j'ai quelquefois l'impression que vous croyez que je suis citoyen israélien et qui plus est adhérent du Likoud". Ce n'est pas le cas, je suis français et je veux garder une liberté de jugement à l'égard des décisions du gouvernement israélien, ce qui n'ôte rien à ce que je pense sur le fond du problème dont je vous ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire l'existence d'Israël, la sûreté et la protection de son peuple et cette capacité de se développer comme tout Etat au monde.

- QUESTION.- Vous avez eu comme interlocuteur M. Shamir il y a quelques mois, aujourd'hui c'est votre ami Shimon Pères et M. Rabin. Est-ce que vous avez le même type de rapport avec ces deux hommes d'Etat ?

- LE PRESIDENT.- Je connais beaucoup plus Pères. Rabin, je l'ai connu au sein de l'internationale socialiste et j'ai apprécié ses qualités mais je le connais moins sur le plan personnel.

- QUESTION.- Est-ce que ce voyage en Israël peut marquer selon vous une nouvelle lune de miel entre la France et Israël ?

- LE PRESIDENT.- Il y a des bons rapports de fond et il y a une volonté d'être juste à l'égard d'Israël, de contribuer à ses chances de survie et de développement, d'y contribuer car les Israéliens s'en chargent tout seul. C'est un Etat qui a fait un travail remarquable mais sur certains aspects de sa politique, notamment par rapport au monde arabe, j'ai à redire ou j'ai eu à redire. Je l'ai dit, y compris de la tribune de la Knesset. Naturellement, cela ne fait pas plaisir à tout le monde mais je continuerai de le dire.\

QUESTION.- Vous serez dans quelques jours à Jérusalem, on sait que vous êtes parfaitement au courant de tout ce qui fait partie de la culture juive. Vous êtes un homme épris, imbibé de culture juive...

- LE PRESIDENT.- J'aime la culture juive qui est grandiose mais je ne me pose pas en savant. Disons que je suis quelqu'un qui s'y intéresse.

- QUESTION.- Si je vous parlais de Jérusalem c'est pour vous demander si vous comprenez l'attachement du peuple juif, de l'Etat d'Israël à cette terre et si vous comprenez la position des dirigeants israéliens qui disent que Jérusalem doit rester capitale unifiée de l'Etat d'Israël ?

- LE PRESIDENT.- Je me suis toujours gardé de formules définitives puisque c'est un sujet en discussion précisément entre les antagonistes. Mais je comprends tout à fait cet attachement d'Israël à ce qui a été son histoire et j'ai lu ce que je pouvais lire sur la naissance de Jérusalem, le rôle considérable que cette ville a joué dans l'histoire de ce peuple comme dans l'histoire du monde et je comprends très bien cet attachement viscéral. Le malheur, (le bonheur comme on veut, mais sur le plan de la politique internationale ce n'est quand même pas facile à régler) veut que Jérusalem soit synonyme d'espérance et de rendez-vous pour plusieurs peuples et plusieurs régions.

- QUESTION.- C'est une question que je poserai plutôt au Président de la France que vous êtes aujourd'hui : qu'est-ce que représente le judaïsme pour vous et qu'est-ce qu'il a représenté et représente pour l'histoire de notre pays ?

- LE PRESIDENT.- Je considère que le judaïsme est particulier mais en même temps intégré. Particulier car c'est une religion, il y a une culture on vient d'en parler, quelquefois une façon d'être qui le singularise. Mais en même temps c'est une intégration, elle a été voulue dès la Révolution française et elle s'est perpétuée très heureusement. Moi j'ai beaucoup de mes amis auxquels je porte une très grande estime qui sont d'origine juive et dont j'attends souvent de bons conseils sur la manière de conduire la politique de la France. Ils sont Français comme moi, je ne vois pas pourquoi la question se poserait. Je ne comprends même pas que vous me la posiez.\

QUESTION.- Depuis quelques temps on vous conseille un certain nombre de choses par rapport à l'histoire de France, par rapport au problème de l'Occupation. Vous venez il y a quelques temps de demander pardon au nom de la nation française aux familles qui ont été touchées par le drame du sang contaminé. Est-ce que vous estimez aujourd'hui que le même pardon est dû aux

survivants ou aux familles de ceux qui ont souffert les persécutions du régime de Vichy ?

- LE PRESIDENT.- Si la nation française avait été engagée dans la triste aventure du gouvernement de Vichy, ce pardon serait dû. C'est ce qu'a fait Willy Brandt au nom de l'Allemagne, et pour cause, alors que lui-même était un résistant au régime nazi. Mais la nation française n'a pas été engagée dans cette affaire, ni la République, c'était un régime nouveau, différent, occasionnel. L'Etat français qui a assuré cette terrible responsabilité qui s'est marquée par des actes de racisme, d'antisémitisme indépendamment d'autres aspects proprement français c'est le régime de Vichy. C'est pratiquement intolérable. Quand on me disait : "voulez-vous vous excuser au nom de la France ?" vraiment je ne comprenais pas ce langage.

- QUESTION.- Est-ce qu'aujourd'hui vous comprenez plus ou pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas davantage. J'estime que la nation française n'est pas engagée dans une politique de circonstance menée sous contrôle d'une puissance ennemie. Ce qui s'est passé à cette époque, particulièrement au Vel d'Hiv est quelque chose non seulement d'intolérable mais d'insupportable pour l'esprit, donc d'essentiellement condamnable. Je ne peux pas penser à ce drame sans en être effrayé et sans avoir une immense compassion pour les familles détruites, les souffrances subies.

- QUESTION.- Quand on se pose la question de savoir si le Président de la République pourrait accomplir un geste solennel ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je suis tout prêt à le faire, il faudrait le déterminer.

- QUESTION.- Vous songez...

- LE PRESIDENT.- Oui, j'y songe mais je ne ferai pas une reconnaissance juridique d'une responsabilité de la République française.

- QUESTION.- Mais un geste accompli au nom de la France.

- LE PRESIDENT.- Absolument.

-\

QUESTION.- Vous savez qu'il y a une autre polémique ces derniers jours. Le fait que vous ayez fait fleurir la tombe du Maréchal Pétain a provoqué une certaine incompréhension chez un certain nombre de juifs. Qu'est-ce que vous répondez ?

- LE PRESIDENT.- Je comprends leur émotion. Nous sommes là devant un cas typique des contradictions de l'Histoire qui nous place à notre tour dans des contradictions qui ne sont pas vraiment supportables. Mais on ne pourra jamais arracher les pages dans lesquelles est écrite l'histoire de la plus grande bataille que la France ait connue et gagnée, la bataille de Verdun, ni arracher de l'Histoire de France ceux qui l'ont faite et ceux qui l'ont conduite, 25 ans avant les événements dont nous parlions, avant le Vel d'Hiv. C'est une honte qui ne pourra jamais être effacée de l'histoire de notre pays. La gloire de Verdun, la gloire payée par beaucoup de sang et de drames, ne peut pas être oubliée, ni les anciens combattants et d'autre part la honte de 1942 ne peut pas l'être davantage.

- Voilà une contradiction fondamentale. Moi, je dois la gérer et je ne voudrais pas que l'incompréhension s'élargisse. Je ne suis pas très sensible à ce genre de critiques parce que j'ai la conscience claire. Je sais comment, depuis ma jeunesse, pendant la guerre et après, j'ai agi. Et j'ai toujours agi dans le même sens. Comme je ne veux pas du tout me mettre en avant dans ces histoires, je me contenterais de vous rappeler que j'ai été le premier homme politique à m'élever contre le drame de l'Exodus. Donc ce genre de critique ne prend pas sur moi mais je comprends très bien l'émotion de la communauté juive devant ce dépôt de gerbe. Il faut que je gère cette contradiction, il faudra sans doute la gérer autrement.

- QUESTION.- C'est à dire ne plus faire déposer de gerbe ?

- LE PRESIDENT.- Non, je n'ai pas eu l'occasion d'ailleurs de l'expliquer publiquement.

J'essaierai de le faire pour que l'on comprenne bien que j'ai deux devoirs, que ces deux devoirs se contredisent, que la confusion peut s'en suivre et l'émotion, la douleur même. Et il y a déjà eu tellement de douleur et de peine pour ceux qui ont eu à souffrir de l'affaire du Vel d'Hiv et de tout le reste que j'ai comme mal moi-même de sembler y avoir ajouté quelque chose. C'est un problème qu'il faut traiter et il faudra le régler autrement.

- QUESTION.- Permettez-moi, monsieur le Président, de continuer à parler de cette époque. Certains de vos proches ont fait comprendre à un moment à l'opinion publique que de rouvrir le procès de certains collaborateurs comme Papon, Bousquet et Touvier pourrait nuire à la paix civile. Est-ce que c'est aussi votre état d'esprit ?

- LE PRESIDENT.- L'affaire Touvier c'est complètement différent. En ce qui concerne M. Papon que je ne connais pas particulièrement (je l'ai connu lorsqu'il était préfet de la IVème République et ensuite il a été ministre de M. Giscard d'Estaing mais je ne l'ai pas connu en tant que tel) j'ai reçu ici un comité regroupant quelques-uns parmi les plus importants résistants de France. Compagnons de la Libération, qui sont venus me dire "Mais pourquoi met-on M. Papon en cause ?" Cela prouve que ce sont des choses qui sont discutées. Quant à Bousquet, lui, il a déjà été jugé au lendemain de la guerre. Il est certain que je ne tiens pas à ce que l'on ravive constamment la blessure française. Mais la justice, c'est la justice. C'est à elle de faire son devoir.

- QUESTION.- Est-ce que cela veut dire que vous ne verriez pas d'un bon oeil ces procédures ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas à intervenir là-dedans.

- QUESTION.- Et votre sentiment profond ?

- LE PRESIDENT.- Mon sentiment profond c'est qu'il faut être juste et pas simplement céder aux passions. La justice fera ce qu'elle entendra faire.

- QUESTION.- Mais être juste aujourd'hui qu'est-ce que c'est ?

- LE PRESIDENT.- Etre juste aujourd'hui, c'est essayer d'épouser du mieux possible, ce n'est pas facile, la vérité historique.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la dernière partie de cet entretien, porte sur votre engagement européen. Vous vous êtes engagé récemment pour Maastricht, pour l'Union européenne, est-ce que vous pensez que l'Union européenne est aujourd'hui le véritable remède à la montée des extrémismes et des nationalismes dans l'est de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dis pas cela, non ce n'est pas le remède. Ce n'est pas fait pour cela d'ailleurs. C'est pour unir les pays d'Europe qui sont prêts, parmi eux d'ailleurs un jour ou l'autre certains des pays de l'Est. Pour l'instant ce sont surtout les pays occidentaux. Mais l'existence de l'Union européenne devrait contribuer à régler les problèmes difficiles, notamment économiques, qui provoquent des problèmes sociaux et politiques dans l'Europe de l'Est sans aucun doute.

- QUESTION.- Est-ce que vous n'avez pas l'impression aujourd'hui que l'Histoire a l'air de bégayer, que les années 90 ressemblent étrangement aux années 30 ?

- LE PRESIDENT.- Non. Je pense simplement que l'effondrement de l'empire soviétique, qui en soi est une bonne chose, cette irruption soudaine de la liberté dans un monde qui l'avait perdue depuis si longtemps, est difficile à assimiler.\

QUESTION.- La dernière question monsieur le Président ce serait une question qui nous fera un peu parler d'avenir. Qu'est ce que vous voulez que l'on retienne de votre présence à l'Elysée ? Le fait que vous ayez fait durer la gauche au pouvoir, que vous ayez mis sur rail l'Union européenne ou que vous ayez peut-être réussi à faire bouger les institutions de la Vème République ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vais pas faire moi-même mon bilan. Il sera fait par d'autres. Il est fait d'ailleurs généralement par ceux qui écrivent le plus, ce sont les adversaires. C'est d'ailleurs assez normal. Si l'on veut que l'histoire soit écrite conformément à ses souhaits, il faudrait l'écrire soi-même mais on a rarement le temps de le faire.\